

PENDANT LES ÉLECTIONS LES LUTTES CONTINUENT !

CHAQUE JOUR qui passe nous fait entrer dans un monde politique virtuel, complètement déconnecté du monde réel.

Les chefs de clans se pavanent et font la roue, en nous vantant les mérites de leur produit sur des écrans télé qui, plus que jamais, masquent des réalités sociales et économiques.

Chaque journal télévisé tente de nous angoïsser avec le drame que vivraient les vacanciers des sports d'hiver sur les routes enneigées. Seuls les derniers sondages sur la cote de Chirac sont sensés pimenter un débat politique toujours aussi nul.

La Martinique et la Corse mettent à nu la réalité sociale

Et pendant ce temps-là, nous en sommes à un mois de grève générale à la Martinique, avec des manifestations qui tournent parfois à l'insurrection. Les violences policières semblent, pour l'instant, la seule riposte de l'Etat aux revendications sociales. Les travailleurs corses paraissent vouloir prendre le même chemin de la grève générale. Nous pouvons nous attendre à quelques soirées mouvementées à Bastia ou Ajaccio si les pouvoirs publics ne lâchent pas du lest. Il est vrai qu'il s'agit de deux îles, aux statuts particuliers, loin des grands centres de décision politique. Mais, tout de même, il est clair que les populations de ces « dépendances » françaises n'ont rien à faire de la campagne électorale, qu'elles n'attendent rien d'un quelconque homme providentiel de droite ou de gauche. A leur manière, la Martinique et la Corse mettent à nu des réalités sociales qui

sont vécues, ici même, en Métropole, même si le matraquage des appareils politiques et des médias contiendront probablement les luttes sociales jusqu'aux élections.

Des revendications plus offensives

Néanmoins, régulièrement, étudiants et lycéens manifestent contre le rapport Laurent, contre des réductions de personnel... et ce un peu partout en France, à Rennes comme à Pau, Besançon, Montpellier...

Bien souvent leurs revendications débouchent sur un questionnement quant à leur devenir, et arrive à remettre en cause la société elle-même parce qu'ils sentent bien que si le rapport Laurent sort par la porte, il reviendra sous un autre nom par la fenêtre. Pour eux aussi les dés sont pipés. Ils ne sont pas dupes.

(suite p. 2)



- Le Pont de Normandie -

8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES

C'est l'orgasme final !

L'emploi du JE par l'auteur n'implique en rien sa propre expérience personnelle et ne signifie pas qu'il s'agisse, dans cet article, d'un récit autobiographique. L'auteur reprend à son

MERCI MAMAN, merci grande sœur... grâce à vous, je vis une époque formidable ! *Merci maman, merci grande sœur* de vous être battues pour que j'ai la pilule. Bon d'accord, je fume deux paquets de clopes par jour et je vais me choper ma première phlébite à 35 ans. Mais c'est fini le temps du bricolage, j'assume et puis maintenant il y a le Sida, alors j'ai toujours des capotes sur moi, je connais la joie du latex... ou l'abstinence suivant les mecs sur qui je tombe ! *Merci* pour les services d'IVG. Bon je sais, il faut que je me magne le cul car après douze semaines de retard de règles, ça devient galère mais enfin, je suis majeure et j'ai une carte d'identité française, c'est

déjà ça. *Et puis merci* pour le « un enfant si je veux, quand je veux ». Si j'arrive pas à en faire un avec mon mec, je pourrai toujours aller me faire charcuter du côté des nouvelles techniques de reproduction. Si, si, il paraît que la science fait des miracles.

Merci d'avoir gagné mon droit au travail. C'est vrai que vous deviez vous ennuyer à la maison. Ben vous voyez, moi c'est pas le cas : dans la journée je bosse et puis le soir, je bosse à la maison. Remarquez, je n'ai pas à me plaindre par les temps qui courent, je pourrais très bien ne pas bosser... dehors. *Merci aussi* d'avoir bien éduqué mes frères ; ils

compte diverses expériences relatées dans le cadre de son militantisme anarcho-féministe et montre qu'il s'agit d'une mise en acte des idées et pas seulement une théorie. NdIA

sont plus sympas que vos maris. Au moins eux, quand ils voient que je suis très fatiguée, ils me demandent ce qu'il y a à faire dans la maison et ils me charrient sur ma maniaquerie tout baba qu'ils sont devant LA femme.

Merci encore d'avoir gagné pour moi le droit de sortir le soir. Bon d'accord, je fais gaffe (car vous m'avez transmis ce sixième sens typiquement féminin de toujours sentir le danger partout), je mets un jean et un bonnet et j'évite de flâner, sourire, mater les mecs (mais il y a des filles qu'on oblige à porter le voile. Remarquez, moi, je ne pourrais pas car le but, c'est quand même qu'on ne voit pas que

je suis une nana seule dans la rue après 11 heures du soir).

Et puis merci mille fois pour toutes ces petites choses qui me simplifient la vie comme l'électroménager et les magazines féminins, sans lesquels je ne saurais pas que tout ça existe (moi et les machines, ça fait deux). Et encore, ça c'est accessoire ! Mais comment vous remercier de m'avoir donné ce qu'il fallait pour être belle. Plus aucun risque de me prendre la tête pour planquer que j'ai mes règles : j'ai les serviettes ultra-plus, ultra-discrètes avec la sphaigne, cette nouvelle plante ultra-absorbante. Alors, je peux me mettre en mini-jupe pour

(suite p. 6)

Souscrivez à hauteur de 400 000 F pour un local commun le Monde libertaire/ Radio Libertaire (chèque à l'ordre de DMC)

T 2137 - 990 - 10,00 F



PARIS

RADIO LIBERTAIRE
(89.4)

Le 11 mars, à 11 h 30, « Les Chroniques syndicales » accueillent Gilbert Bâdia pour son livre *Rosa Luxembourg, épistolaire, un choix de lettres sur l'amour et le socialisme*. Dans le cadre des « Chroniques syndicales et rebelles », de 12 h 30 et 14 h 30, Hélène et Claude (du groupe Pierre-Besnard) vous parleront :
— de la fête du 28 janvier, organisée par la CADAC, pour les vingt ans de la loi Veil (extraits des interventions) ;
— de la place des femmes dans le monde du travail ;
— des commissions Femmes dans les syndicats, en particulier avec des militantes de la CNT.

EN VUE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 95, DIFFUSEZ NOTRE « 4 PAGES » ANTI-ÉLECTORALISTE FAIT DE PROPOSITIONS ANARCHISTES POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ
10 exemplaires : 10 F
25 exemplaires : 20 F
50 exemplaires : 32 F (port payé).
A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Chèque à l'ordre de PUBLICO.

PARUTIONS

Le n° 16 du bulletin *Brisons nos chaînes*, édité par le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) (animé par un militant de la FA), vient de paraître. On peut se le procurer à la librairie du Monde Libertaire au prix de 10 F.

RECTIFICATIF

Relâchement de l'attention du clavier, défaut de consulter le document original de la part du correcteur... toujours est-il que plusieurs coupes malencontreuses ont eu lieu dans l'article « Exit le rapport Laurent », de Christophe (gr. Humeurs Noires de Lille), publié dans *le Monde libertaire* n° 989 (2 au 8 mars 1995).

En effet, 11 lignes en partant de la fin de l'article, nous avons écrit à propos de l'action des délégués étudiants des IUT de Villeneuve-d'Ascq : « Ils ont su éviter toutes les récupérations politiques grâce aux pressions de la CNT-AIT et de la Fédération anarchiste... ».

En vérité, il fallait lire : « Ils ont su éviter toutes les récupérations politiques grâce à une constante consultation de leur base ».

De même, à Lille III, l'AGEL-UNEF (où les trotskystes sont très présents) s'est vue déposséder — du moins jusqu'à maintenant — de la direction du mouvement, au profit d'une assemblée générale plénière et décisionnelle, fixant des mandats et les contrôlant. Tout cela grâce aux pressions des militants de la CNT-AIT et de la Fédération anarchiste... »

Puis, nous avons carrément oublié la fin de l'article : « Pour autant, ne succombons pas au satisfecit béat puisque l'Union des étudiants communistes et la Jeunesse communiste semblent être parvenues à faire main basse sur une partie des lycéens qui ont pris le train en marche, alors que ceux qui s'étaient mobilisés les premiers, s'étaient, en premier lieu, adressés aux libertaires. »

Que notre rédacteur, nos lecteurs, ainsi que les acteurs des grèves sur la région lilloise veuillent bien excuser nos maladrotes, malgré le tort occasionné.

Pendant les élections les luttes continuent !

(suite de la « une »)

Les conflits du travail sont en hausse sensible, mais le plus significatif est peut-être que maintenant les salariés n'hésitent plus à demander des hausses de salaires. Autrement dit, la période où, sous prétexte de crise, les employés faisaient corps avec leur patron pour sauver des emplois semble être derrière nous. Les mentalités ont changé, et les revendications deviennent plus offensives. Il est vrai que la situation économique est catastrophique. Jamais la pauvreté n'a été aussi développée, alors que jamais les patrons n'ont gagné autant de fric. Les soupapes de sécurité mises en place par Rocard, avec le RMI, commencent à produire leurs effets : un enfant sur six, né dans ces milieux de grande misère, ne mange pas à sa faim ; un enfant sur six va à l'école le ventre vide et n'a parfois que le repas de la cantine pour survivre (encore qu'il faille parfois payer les repas d'avance). Les carences alimentaires de ces enfants auront des conséquences durant toute leur vie. Le RMI est une arme meurtrière. Et dire que les socialistes et nombre d'associations humanitaires ont osé nous présenter l'institutionnalisation de la pauvreté, labellisée RMI, comme un progrès social !

Des raisons de se révolter de plus en plus criantes

Dans les banlieues, la vie quotidienne se dégrade inéluctablement. La politique de la ville, les plans DSQ et autres actions dites de réinsertion n'ont servi à rien d'autre qu'à accompagner une volonté délibérée de contrôle social, destinée à neutraliser des réactions collectives, voire à détruire des individus. Apparemment, c'est réussi.

Faut-il parler du logement, de la santé, de l'éducation, de

la protection sociale, de la formation permanente, de l'emploi... ? Dans tous les secteurs, la catastrophe est évidente. Les raisons de se révolter n'ont jamais été aussi criantes. En disant cela, je n'ai pas l'impression de prendre mes désirs pour des réalités ni faire œuvre de prophétie.

Le rapport entre salariés et patronat est en train de se modifier

Ce constat est aussi fait par les principales organisations patronales et syndicales. Et c'est ce qui explique que pour la première fois ils se sont retrouvés tous autour de la même table, pour essayer de coordonner leurs actions. Patronat et bureaucraties syndicales ont compris que les échéances se rapprochent, et elles n'ont rien d'électorales.

Ils savent que leur base respective leur échappe partiellement, voire totalement. Il s'agit pour eux de reprendre l'initiative rapidement en proposant des axes d'intervention qui leur permette de retrouver un crédit auprès de leurs adhérents bien sûr, mais surtout auprès du grand nombre de salariés et d'entreprises qui rejettent les structures existantes.

Les créations de syndicats « autonomes » ou « indépendants » se multiplient tant du côté salarial que patronal, et préfigurent un mouvement qui pourrait bien se développer rapidement en période d'accélération des luttes sociales.

Le plus souvent, les syndicats « indépendants » de petits patrons cachent un discours de droite radicale, voire extrémiste, et les syndicats « autonomes » de travailleurs reflètent soit une dérive corporatiste inquiétante, soit une volonté de pratiques sociales réellement porteuses de projets émancipateurs.

A moyen terme, c'est l'ensemble des rapports entre salariat et patronat qui s'en trouvera bouleversé. Il est difficile de définir aujourd'hui les stratégies qui seront portées par les uns et les autres. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est que cela se détermine dès maintenant, dans la manière dont nous intervenons dans les luttes sociales.

La « nouvelle gauche » doit être pensée comme un contre-feu aux luttes

Il y a une tentative de reconstitution d'un discours de « nouvelle gauche » qui transpire dans des initiatives telles que AC ! ou le DAL et nombre d'associations de quartier. Il n'est pas toujours facile de rester en dehors, selon les situations locales. Mais nous devons avoir conscience que les perspectives offertes par ces mouvements ne pourront briser la logique capitaliste. En effet, ces mouvements trouvent leur origine non pas dans une action « spontanée » de ceux qu'on appelle à tort des

« exclus » mais ont été créés par des bureaucrates syndicaux ou municipaux, et sont soutenus par une petite bourgeoisie, chrétienne ou laïque, voulant faire du bien aux pauvres. Des mouvements qui trouvent un écho par trop favorable dans les médias. Il s'agit, seulement, d'atténuer les effets des ravages d'une économie capitaliste qui accroît sans cesse les inégalités. L'objectif est clair. Il s'agit d'anticiper les mouvements sociaux, de créer des structures qui permettent de canaliser ceux qui commencent à remettre en cause la société, à les intégrer en les valorisant, en leur donnant un rôle d'encadrement. Nous pourrions presque parler d'une sorte de contre-guérilla préventive. Pour l'instant, ces tentatives n'ont pas vraiment réussi (*grosso modo* 1 000 personnes à Paris pour le droit au transport gratuit, ceci à l'appel de quinze organisations, le samedi 4 mars), mais sont encore en œuvre.

Les solutions proposées — telles que des logements dits « sociaux », les petits boulots et autres plans de réinsertion — finissent par être pire que le « mal » qu'elles veulent soigner. De plus, lorsque certains avantages locaux sont obtenus (quelques logements, transport gratuit...), c'est très souvent le fruit de négociations dans les bureaux d'un maire ou d'un conseil d'administration de transport public, voulant bien prendre en compte la « lutte contre la grande pauvreté ». C'est rarement le résultat d'une réelle mobilisation sociale, porteuse de subversivité. Où alors, c'est un scoop médiatique de l'abbé Pierre ou de l'évêque Gaillot. Des symboles qui en disent long sur la radicalité de ces initiatives !

Cette perspective ne consiste qu'à gérer un mécontentement et à faire appel aux élus pour trouver des solutions qui se révèlent être des emplâtres sur des jambes de bois. La « nouvelle gauche » propose les mêmes perspectives que l'« ancienne gauche ».

Construire une dynamique sociale libertaire est possible

Sachons que, de plus en plus souvent, des anarchistes sont à l'initiative de mouvements de contestation ou en sont un moteur incontournable. Ne soyons pas une énième fois les « hommes de troupe » d'une stratégie qui n'est pas la nôtre, et dans laquelle on nous expulserait si jamais la mayonnaise se mettait à prendre. Prenons conscience de ce fait et faisons en sorte de l'articuler avec le potentiel de radicalité qui existe dans de larges couches de la population. Il existe un espace politique pour une dynamique sociale libertaire. A nous de coordonner et de structurer les éléments de cette réelle potentialité. Nous en reparlerons. ♦

BERNARD (gr. Déjacque - Lyon)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ARDÈCHE

Nadia Kurys, présidente du MRAP-Ardèche, poursuivie en justice pour s'être plainte de l'attitude de la police, dans le cadre d'une agression raciste survenue le 15 janvier 1994 à la foire d'Aubenas (cf. ML n° 986, p. 4), a été acquittée, le 1^{er} mars, par le Tribunal de Grande Instance de Privas. L'acquittement démontre ainsi que les critiques de Nadia Kurys étaient fondées.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

ANTIFASCISME

Six millions de raisons de se révolter

VENDREDI 27 JANVIER 1995. Commémoration de la libération du camp d'Auschwitz. Des cérémonies rappellent l'Horreur (avec un grand H), l'Horreur que des Hommes (avec un autre grand H) peuvent commettre contre tout ce qui fait que l'homme est Homme : contre sa liberté, sa dignité, et aussi, bien sûr, son intégrité physique. Des hommes politiques prononcent de ronflants discours. « Plus jamais ça... Patati et patata ! »

27 janvier 1995. A Amiens, Bruno Mégret, le numéro deux du Front national, doit tenir un meeting dans une salle municipale. Des manifestants expriment leur réprobation. La pluie, le vent sont eu rendez-vous. Les partisans de Le Pen rentrent les uns après les autres, parfois, protégés par une quinzaine de policiers, en nous gratifiant d'un bras d'honneur. J'en ai assez. Pas question de patienter ainsi toute une soirée et d'aller ensuite boire un verre, refaire le monde et constater notre impuissance face au FN et aux forces répressives. J'aspère de gaz lacrymogène des personnes se rendant au meeting et un policier qui tente de s'interposer.

Arrestation. Garde à vue. Mise en détention jusqu'au procès qui a lieu le lundi suivant. Qui parlera encore des lenteurs de la justice ? (Je pouvais, certes, demander un report, mais dans ce cas je risquais d'attendre derrière les barreaux deux ou trois mois.)

Au procès, beaucoup de monde, d'Amiens, de Paris ou d'ailleurs. Le

bouche à oreille a très bien fonctionné. L'importance du soutien dans de telles conditions... Que toutes ces personnes sachent, ici, combien j'ai été touché par leur présence. Des touches de soleil sur le bleu marine de la répression... Le procureur, lui, trace de moi un portrait bien noir. Tant qu'il y a du noir, il y a de l'espoir ? Pas vraiment, en l'occurrence, puisqu'il estime que je ne reviendrai pas sur mes convictions, ce en quoi il n'a pas totalement tort, et réclame à mon encontre une peine sévère et exemplaire (cf. l'article de Serge Livrozet dans *le Monde libertaire* n° 986). Les « victimes » sont entendues. Madame le juge les exhorte à demander des dommages et intérêts. Mon avocat plaide ensuite, mais l'improvisation n'est visiblement pas son fort. Résultat : quinze jours de prison ferme, un mois et demi avec sursis et dans les 3 000 francs d'amende.

Le nouveau code pénal de Pasqua tient ses promesses. Les vilains contrevenants à l'ordre public y regarderont à deux fois avant d'en découdre avec la gent roussine.

Retour fourgon. Hop ! la prison d'Amiens. C'est dur, l'enfermement. Très dur. Surtout pour qui, en liberté, se plaint justement du manque de liberté. J'entame une grève de la faim, qui durera le temps de mon incarcération. Pas envie d'accepter les écuelles de mes geôliers. Refuser leur bouffe, c'est à mon avis le moyen, l'un des seuls en ce lieu, de demeurer debout, de ne pas se plier devant la répression.

Une façon de dire : « Voyez, je ne suis pas tout à fait votre prisonnier et je vous emmerde... »

Je n'ai perdu personne dans les camps de concentration ou d'extermination. Je ne suis pas Juif, ni Tzigane, ni... tout ce que l'on veut. Mais, de par ma qualité d'Homme, je suis Juif, je suis Tzigane, je suis... un peu tout cela, oui. Mort six millions de fois et fort de six millions de raisons de me révolter.

Samedi 11 février, les portes de la maison d'arrêt s'ouvrent enfin. J'ai fait appel et un nouveau procès devrait se dérouler dans quelque temps. Appel sans espoir, évidemment, puisque les quinze jours de prison sont déjà purgés. Pour le principe. Pour répéter (il y a des choses qu'il convient de répéter) que le Front national est un parti d'extrême droite et que, de fait, l'idéologie qu'il développe est intrinsèquement homicide. Que de nouveaux Auschwitz se devinent, là, derrière chaque parole des leaders d'extrême droite. Qu'il ne faut pas laisser faire... Puis, aussi, que les « lois Pasqua » sont, objectivement, au service du FN. Que certains magistrats ne semblent pas éprouver de gêne, bien au contraire, à réprimer les individus ou les organisations qui s'opposent aux franchouillards. De là à déduire que...

Hé, Livrozet ! Dis-moi donc à combien avais-tu été condamné pour avoir gueulé un jour, dans un tribunal : « *Saloperie de justice !* » ♦

THIERRY MARICOURT

SOUTIEN A THIERRY MARICOURT

Au 1^{er} mars 1995, Thierry Maricourt a reçu le soutien de : Philippe Bouquet (écrivain, traducteur), Christine Brisset (éditeur, typographe), Jean-Christophe Brochier (éditeur), Didier Daeninckx (écrivain), Robert Deleuse (écrivain), Hervé Delouche (journaliste, éditeur), Gérard Delteil (écrivain), Pierre Drachline (écrivain, éditeur), Jacques-Ivan Duchesne (auteur, compositeur, interprète), Alain Fuzellier (éditeur), Claude Guillon (écrivain), Thierry Jonquet (écrivain), Philippe Lacoche (écrivain, journaliste), Werner Lambersy (écrivain), Denis Langlois (écrivain, avocat), Jean Le Mauve (éditeur, typographe), Serge Livrozet (écrivain), Roger Martin (écrivain), Théodore Monod (écrivain), Maurice Nadeau (éditeur, écrivain), Ingrid Naour (écrivain), Jean-François Nivet (écrivain), Claude Pennetier (éditeur), Gilles Perrault (écrivain), Jean-Bernard Pouy (écrivain), Michel Ragon (écrivain), Maurice Rajsfus (écrivain), Francis Ronsin (historien), André Roumieux (écrivain, infirmier), Noël Simsolo (écrivain), Serge Utgé-Royo (auteur, compositeur, interprète), Manuel Vaz (directeur de revue), Philippe Videlier (historien), Jean-François Vilar (écrivain), Ytak (écrivain).

Cette liste est destinée au procès en appel.

SOUSCRIPTION

Un nouveau studio pour Radio Libertaire Un nouveau local pour *le Monde libertaire*

(plus de 100 000 F de dons au 1^{er} mars)

Voici une seconde liste de souscripteurs pour le local ML/RL (antérieure au 1^{er} mars).

Antonio Scarsetto : 100 F ; Suzanne Rigail : 100 F ; Alain (gr. La Villette) : 100 F ; Régis Bateau : 100 F ; Simone Marcellier : 200 F ; Dany Escarment : 100 F ; Lucie Claude : 250 ; Michèle Vidal : 100 F ; Patrice Schiller : 250 F ; les danseuses et danseurs du bal organisé par « Folk à lier » : 7 530 F ; Eric Fréneaux : 2 000 F ; Jacques Mombé : 200 F ; Christian Delpeyroux : 300 F ; Serge Utgé-Royo : 200 F ; Fernand Real : 200 F ; Barthélémy D. : 100 F ; Cédric Roux : 200 F ; Daniel Bondaz : 100 F ; Jacqueline Ahier : 400 F ; Guy Turrez : 100 F ; Guy Cavalier : 3 000 F ; Michel Isnard : 130 F ; Catherine Isnard : 130 F ; Rodolphe Boehm : 100 F ; Bruno Rostaing : 150 F ; association « Groupe Jardin Public » : 250 F ; Marie-Hélène Bardonnnet : 400 F ; A. Blondel et M. Rocaglia : 150 F ; Thierry Rouaud : 100 F ; Marie-Hélène Rouaud : 100 F.

TOTAL : 17 340 F

Libellez vos chèques à l'ordre de DMC (mention « Local ML/RL » au dos)

RENDEZ-VOUS

CHAMBÉRY ET SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE : TOURNÉE « BONAVENTURE »

L'école libertaire Bonaventure de l'île d'Oléron, invitée par la liaison FA de Maurienne et le Groupe libertaire de Maurienne, sera présente le vendredi 10 mars, à 20 h, **salle des Allobroges (centre-ville), à Chambéry**. Elle sera également présente le samedi 11 mars, à 15 h, **salle Nicolas-Martin (sous le théâtre), à Saint-Jean-de-Maurienne**.

BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de la FA vous attend chaque samedi, de 15 h à 17 h, au **7, rue du Muguet**. Possibilité de débattre au sujet des SDF, d'AC !, des lois Pasqua avec le Comité antifasciste, des commandos anti-IVG, de la vallée d'Aspe, d'une éducation libertaire avec l'école autogérée Jacques-Prévert...

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une conférence-débat sur le thème suivant : « Contre le nouvel ordre moral... agir avec les femmes, au lieu d'élire », le vendredi 10 mars, à 20 h 30, au **10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche ou Abbesses), 75018 Paris**.

L'histoire des mouvements féministes

**Villeneuve-d'Ascq
lundi 13 mars
12 h-14 h**

**Au « Kino », université de Lille III
(M^o Pont-de-Bois)**

A la lumière de l'histoire des mouvements féministes, présentée par Roseline Tiset, membre de l'association « Du Côté des Femmes », nous vous proposons de débattre en présence de membres du Planning familial du Nord et de diverses organisations féministes et/ou antisexistes, sur les thèmes suivants (et tous ceux que vous désirerez aborder) : « Quelle est aujourd'hui la place de la femme dans la société et dans le monde du travail ? » ; « Quel rôle revendique-t-elle ? » ; « Quel rôle veut-on lui imposer ? » ; « Quelles images construit-on, parfois à son corps défendant, autour d'elle dans la publicité, dans les médias, dans l'art et la littérature ? ».

Cette rencontre, organisée et proposée aujourd'hui par des étudiantes et étudiants de Lille III (avec le soutien du groupe Humeurs Noires de la FA et du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux), est une invitation à ce que demain d'autres étudiantes et étudiants organisent d'autres débats sur d'autres thèmes. Créons tous ensemble de nouveaux espaces de paroles ou d'actions.

SYNDICALISME

Balladur, Chirac et... la lutte des classes

La semaine dernière, la « une » du *Nouvel Observateur* en a surpris plus d'un : Chirac grimé en héros prolétarien de *Germinal* ! Les progrès techniques de la photogravure avaient permis de concrétiser par l'image les habits tout neufs du maire de Paris...

En feuilletant le magazine, les anciens « moutons noirs » de la CFDT essuieront une larme en apprenant que pour Nicole Notat, secrétaire générale de l'organisation syndicale, le programme de Balladur n'est « ni satisfaisant ni convaincant ». Diabole, il est vrai que la faiblesse de l'anticapitalisme militant à la CFDT a été entériné il y a des lustres, quand l'ex-centrale du square Montholon a décidé, il y a quelques années, à n'être qu'un syndicalisme de services.

On ne parle plus trop, dans les journaux, de l'éventualité d'une explosion sociale qui, unifiant travailleurs et chômeurs, bouleverserait dans l'Hexagone la frilosité du climat social. Pourtant, ce « cauchemar » hanterait les nuits d'Edouard Balladur, et Marc Blondel l'invoque quand il déplore qu'il ne va plus, bientôt, y avoir de grain à moudre... Louis Viannet n'est pas de reste quand il confie à des journalistes que le CNPF devrait plus jouer son rôle. Moins d'Etat, plus de capitalisme, on en vient à douter de la pérennité des directions syndicales actuelles au XXI^e siècle.

Ce rapide coup d'œil désabusé laisse mal augurer d'un sursaut unitaire de tous ceux qui ont intérêt à l'émergence d'un monde nouveau basé sur d'autres intérêts que ceux de l'argent. La proximité d'élections politiques divise encore un mouvement social où le patronat veut opposer « nantis » et exclus.

A la fin de l'année, la CGT fêtera son centenaire, il faudra y revenir. Bornons-nous aujourd'hui à rappeler ce que disait en 1965, lors du soixante-dixième anniversaire, Benoît Frachon (qui fut anarcho-syndicaliste) : « La CGT a connu des victoires et des échecs, mais a toujours marché de l'avant... Une organisation ne peut être efficace si ses actes restent figés sur le souvenir du passé... Elle doit suivre l'évolution des choses et s'adapter aux conditions nouvelles de combat... » C'était dit par un secrétaire de la CGT, mais ça vaut pour les autres boutiques syndicales, même les petites, l'essentiel étant qu'il y ait toujours un combat. ♦

JEAN-PIERRE GERMAIN

SOMALIE : DERRIÈRE LA RHÉTHORIQUE HUMANITAIRE...

La « guerre de la banane »

ELLE ÉTAIT VOULUE la mort de l'opérateur de la RAI (radio télévision italienne), Palmisano parce que les Italiens découvrirent qu'en Somalie, le pays des centaines de milliers de morts par malnutrition, le pays de la guerre de « tous contre tous », il y a des groupes économiques multinationaux qui font les meilleures affaires dans l'exportation de bananes. L'affrontement entre l'Italien Somalfruit et l'américain Dole, pour le contrôle du marché somalien, est extrêmement significatif pour comprendre les implications de l'intervention « humanitaire » de l'ONU, l'opération Restore Hope des Etats-Unis et l'opération italienne jumelle Ibis.

En fait, la Dole est entrée sur le marché somalien à la fin de 1993, mettant à profit l'appui logistique du contingent américain ; en mars 1994, la multinationale américaine effectua la première expédition de bananes à Livourne

(Italie), qui est actuellement un de ses centres d'enlèvement. De là, les bananes somaliennes sont envoyées dans toute la CEE, sans payer une lire de droits de douane, puisqu'un accord CEE-Somalie établit que chaque année 69 000 tonnes de « Somaliennes » puissent être introduites sur les marchés européens « exemptés de taxes ».

L'entrée de la Dole met cependant hors-jeu la Somalfruit, société qui, à hauteur de 51%, est la propriété de la famille vénitienne De Nadai, qui jusqu'à l'« ennuyeuse » intervention internationale avait eu le monopole des exportations de bananes somaliennes (en 1993, elle en avait exporté 30 000 tonnes !). Naturellement la guerre entre Dole et Somalfruit s'entrecroise avec les différents entre Italiens du contingent Ibis et Américains, et aussi avec la lutte entre les deux principales factions qui se disputent le contrôle de la région

de Mogadiscio : celle de Madhi, soutenue par les Américains, l'ONU et initialement aussi par les Italiens ; et celle d'Aidid, avec lequel les Italiens composèrent, à l'été 1993, provoquant la réaction irritée des Américains et de l'ONU.

Sans s'étendre, outre mesure, sur les vicissitudes de la « guerre des bananes », il convient de relever que les seules apparitions de la vérité sur les événements somaliens ont été provoquées par de tragiques épisodes qui ont eu pour protagonistes des journalistes : la mort tragique de Palmisano a révélé la présence d'énormes intérêts économiques dans un pays que la grande presse a toujours décrit comme terre « de faim et de mort », de même, l'assassinat d'Illavia Alpi et de son opérateur révéla la présence d'intérêts liés aux trafics d'armes et aux aides économiques largement dispensées par le gouvernement italien au régime de Siad Barré, l'ex-dictateur somalien.

« Les soi-disantes opérations de police internationale ou celles d'ingérence humanitaire ne sont rien d'autres que des opérations guerrières de basse intensité, similaire en substance... aux campagnes de colonisation. » (Claudio Virgi, *Il Sole 24-ore*, 26 septembre 1994).

A l'Etat italien, comme à l'américain ou ceux des autres pays qui ont envoyé des contingents en Somalie, la population malheureuse somalienne n'importe rien, et d'autre part ils ont contribué à la mettre dans la situation dans laquelle elle se trouve ; les arguments humanitaires avec lesquels les gouvernements occidentaux justifient leurs interventions servent seulement à cacher les véritables objectifs : défendre les intérêts économiques et stratégiques. ♦

ANTONIO DUBERTI
(« Umanita Nova » n° 7,
du 26 février 1995)

ITALIE

Les anarchistes dans l'école

Nous reproduisons ci-dessous un texte concernant les luttes menées par les anarchistes à propos de l'école et de sa réorganisation nécessaire pour l'Etat dans un monde qui bouge. Ces lignes sont tirées d'Umanita Nova (hebdo de la FAI) et ont servi d'introduction aux débats développés lors d'une rencontre fédérale récente.

LA CULTURE est un des aspects de la division de la société en classes. De même que les moyens de production et de distribution, le pouvoir politique, la culture aussi est un privilège et l'instruction devient un instrument de différenciation entre les Hommes, conséquence et justification idéologique de l'existence de l'Etat, de la propriété privée des moyens de production, de la différenciation entre dominants et dominés.

La révolution prolétarienne se caractérisera par la mise en commun simultanée des moyens de production et d'échange, des connaissances qui permettent de les gérer, de la forme intelligente qui permet le dépassement de la parcellisation technologique. On ne peut affronter le problème scolaire aujourd'hui en faisant abstraction de cette perspective révolutionnaire qui est la seule réaliste pour celui qui veut améliorer les conditions de vie du prolétariat.

L'autre caractère de cette perspective révolutionnaire et égalitaire est le dépassement de la division entre travail manuel et intellectuel, cristallisé et justifié

par l'école actuelle, à travers la sélection, la différenciation entre les divers types d'écoles, les titres scolaires et leurs valeurs légales. La division du travail, et en particulier la division entre travail manuel et intellectuel, qui fait qu'une grande partie de l'humanité doit travailler et renoncer à sa propre fantaisie et à son temps libre afin qu'une minorité privilégiée puisse vivre sans s'abrutir dans le travail manuel, tout en dispensant des rêves de divers genres qui se substituent au libre exercice des énergies vitales, cette division donc est une des cibles principales de la critique anarchiste de la société actuelle. Dans la mesure où l'Etat est le fondement de l'ordonnement juridique et que cet ordonnement est la justification et la défense de l'actuelle organisation sociale exécrable, il s'ensuit que l'Etat ne peut faire moins qu'imposer à l'école les formes organisationnelles et les contenus qui justifient et reproduisent l'organisation de la société actuelle, cristallisée par l'ordonnement juridique.

Ce type de schéma rencontre deux genres d'obstacles : pratiques et culturels. Un premier obstacle pratique est représenté par les coûts qui, désormais, accompagnent une gestion centralisée d'un grand système comme l'école ; un autre obstacle est l'instabilité qui augmente inévitablement avec l'augmentation des dimensions du système centralisé ; ces deux derniers obstacles poussent l'Etat, même s'il reste le point de référence pour les programmes et leur ordonnancement, à chercher des soutiens à l'extérieur.

Un des obstacles culturels est représenté par l'incapacité de l'Etat à s'autojustifier : l'écroulement de la « Première » République est surtout mis en évidence par le démantèlement de la mythologie qui accompagne sa naissance et ses principes fondamentaux. Pour s'autojustifier, l'Etat — et le comportement de la classe politique en est une preuve — s'appuie toujours plus sur l'Eglise catholique. De ces diverses exigences est née cette concession de l'école publique non étatique, qui est devenue le nouveau masque de l'école confessionnelle.

L'école de l'Etat a été, quoi qu'il en soit, créée par le sacrifice de millions de travailleurs, et comme les grands moyens de production et de distribution, l'école devra aussi être gérée par les prolétaires, pour ses propres intérêts.

Je ne crois pas qu'il appartienne à cette convention de déterminer quel est l'objectif le plus anarchiste ; il

me semble plutôt qu'à la fin du débat, nous nous retrouvons à confirmer que le système, même à l'école, est réfractaire à la plus petite réforme, et y consent seulement sous la pression de l'action directe. Ceci est d'autant plus vrai que cela s'accompagne des luttes idéologiques contre les justifications de la société actuelle, en particulier religieuses. Notre initiative peut se développer en ayant, dans son contenu, la lutte contre le monopole de la culture, pour une logique égalitaire dans l'accès et les parcours éducatifs de tout type d'école, contre la sélection et la marginalisation, contre l'invasion religieuse qui substitue à la solidarité et à l'égalitarisme la sélection et la récupération caritative.

Un autre élément peut être la mise en évidence de l'interconnexion entre les luttes syndicales pour le salaire des travailleurs de l'éducation et l'amélioration de la condition des prolétaires à l'école. L'élément marquant de l'action anarchiste reste quoi qu'il en soit la définition du gouvernement et de l'Etat comme fondement de la réduction de l'école à un instrument de pouvoir, et donc nos principaux ennemis dans la lutte, la confirmation également de l'action directe comme instrument de lutte et de l'autogestion comme mode d'organisation. ♦

TIZIANO ANTONELLI
(traduit
d'« Umanita Nova » n° 3)

GRÈCE

Quatre squatters sous les verrous

Le 7 février 1995, quatre jeunes ont été arrêtés par la police. Ils étaient dans une voiture, dans une banlieue d'Athènes, et d'après la police ils transportaient un « gros fût plein d'essence », avec lequel ils avaient l'habitude de brûler des automobiles ou d'« autres cibles » dans le quartier de Nea Smyrni, dans la capitale grecque.

Les quatre jeunes, Panayotis, Tsaisoulas, Simos Seisidis, Yannis Xydas et Karalemas (son prénom n'est pas encore connu), ont de 17 à 20 ans, et sont bien connus du mouvement Jeunesse-Squatt-Autonome.

Depuis le 7 février, ils sont détenus dans le bâtiment de la Sécurité générale de la police d'Athènes, où ils sont interrogés de façon continue. D'après l'avocat qui a réussi à entrer dans le bâtiment, les quatre jeunes sont torturés, ne sont pas nourris, et même les avocats ne peuvent les voir.

Le 9 février, ils ont été amenés, sous bonne escorte policière, devant le procureur public. Quelques personnes, qui osaient se rassembler devant le bureau du procureur, ont été violemment dispersées par les nouvelles unités militarisées de police anti-émeute.

Les quatre jeunes ont été ramenés au bâtiment de la Sécurité sans pouvoir prendre contact avec quiconque. Nous craignons qu'ils soient à nouveau torturés, et ne pouvons même pas être sûrs de leur vie.

Nous vous demandons instamment d'adresser des fax à **Stelios Papathelemis** (ministre « chrétien... nazi » de l'« Ordre public ») : **30.1.699.16.75** ou à **Sakis Peponis** (ministre de la « Justice ») : **30.1.775.58.35**, afin de protester contre les mauvais traitements exercés contre les détenus et de demander l'arrêt immédiat de leurs tortures.

Envoyez-nous des copies de vos fax à : **Anarchist Black Cross, 8, Aristidou Street, 10559 Athènes (Grèce)**. Té/fax : **30.1.322.47.70**. ♦

ANARCHIST
BLACK CROSS

RUSSIE

Le piège du nationalisme

Après un article sur la présidence biélorusse (ML n° 989), en voici un second, alimentant de notre série sur l'ex-Union Soviétique. Ce texte, traduit par les Relations internationales de la FA, est extrait du journal anarcho-syndicaliste russe « Action directe » (n° 3, 1995), transmis par un camarade de l'Initiative des anarchistes révolutionnaires (IREAN).

LE NATIONALISME est aujourd'hui à la mode. Et le gouvernement et l'opposition sont pris dans les convulsions de l'hystérie patriotique. Les politiciens de tout bord et tendance jouent désormais la carte nationale. C'est nécessaire pour détourner l'attention des travailleurs des problèmes sociaux et économiques.

Les bureaucrates et nouveaux riches, spéculateurs et mafiosi, tous ceux qui nous dévalisent au moyen de prix faramineux et de salaires de misère, veulent que nous, travailleurs, oublions que ce sont eux les véritables responsables de nos tourments. Alors ils détournent notre colère vers quelqu'un d'autre. Ils espèrent nous contraindre à supporter docilement les railleries du pouvoir. Cela les arrange de s'appeler « *capital national* » et d'exiger notre soutien contre de quelconques « *ennemis de la Grande Russie* », du genre : « *le capital mondial sioniste* » qu'ils inventent. « *Dans les intérêts nationaux* », nous devons oublier la lutte de classes contre nos oppresseurs. Sous couverture d'« *unité nationale* » (des travailleurs avec les bureaucrates et bourgeois), il est très commode de piller. Et nos compagnons de classe d'une autre nationalité doivent payer pour des conspirateurs imaginaires. Par exemple, les travailleurs juifs, qui souffrent autant de l'exploitation des diverses sortes de bourgeois, que les travailleurs russes, ukrainiens, etc. « *L'antisémitisme* » n'est qu'une manœuvre trompeuse des bourgeois et bureaucrates impérialistes russes contre les travailleurs de toute nationalité — russes, juifs et autres. Les fables antisémites sur les « *Juifs toujours riches* », c'est le « *socialisme* » des imbéciles ! En revanche, c'est avec la solidarité de classe et la lutte commune, qu'on en finira avec l'oppression.

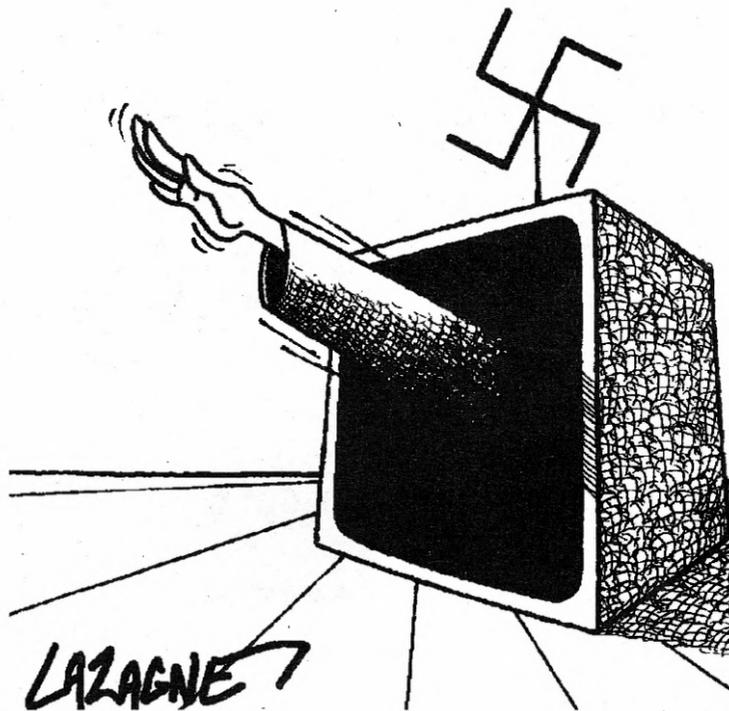
Le battage sur la « *mafia caucasienne* » sert de couverture à la domination de classe. Bien sûr, au sein de la mafia, il existe des groupements composés d'originaires du

Caucase — mais sont-ils vraiment les seuls ? Est-ce que tous les gangsters ne sont qu'étrangers ; n'avons-nous pas « *nos* » propres mafiosi et bureaucrates ? Ou bien nous serait-il moins dur si c'est un « *sien* » qui vole, de couleurs d'yeux ou de cheveux semblables aux nôtres ? En quoi les gens simples — réels réfugiés ou travailleurs salariés du Caucase et d'Asie centrale, les mêmes travailleurs que nous — y sont-ils pour quelque chose ? A eux, au contraire de la mafia, il n'y a rien à verser pour leur présence « *dans les capitales* ». Et ainsi, « *notre* » mafia peut, en tapinois, se débarrasser des concurrents. Pour quelle raison devrions-nous l'aider ; ne serait-ce pas mieux de chasser bien loin et « *nos* » sangsues et celles qui accourent ?

« Nous, anarcho-syndicalistes, savons parfaitement que la véritable frontière ne passe pas entre les peuples... »

La violente campagne « *anti-caucasienne* », à laquelle ont adhéré avec empressement toutes les forces politiques — « *démocrates* », « *communistes* », « *nationaux-patriotes* » — est devenue le prologue d'une sale guerre : l'intervention de l'armée russe en Tchétchénie. Le gouvernement de Eltsine a définitivement rejeté le masque « *démocratique* » et s'est allié à l'exécrable réaction : la clique militariste impudente et suffisante, Jirinovski l'ami des SS, l'ordure brune franchement fasciste de Voie russe et de Unité nationale russe de Barchakov, les pinochétistes de B. Fiodorov. Pour ceci, il a fallu payer le nationalisme avec le sang des travailleurs. Le génocide en Tchétchénie et les cercueils de zinc en Russie sont les conséquences de l'impérialisme nationaliste, le terrible présage d'un fascisme prochain. Et comme d'habitude, les raisons pour la guerre sont les mêmes : le désir de ceux qui détiennent le pouvoir de détourner l'attention des travailleurs d'une nouvelle course des prix et du non-versement des salaires, les diviser selon une « *marque nationale* » et les monter l'un contre l'autre, pour pouvoir « *serrer la vis* », raffermir l'armée et les organes répressifs, liquider les derniers vestiges des libertés civiles et des droits sociaux.

Nous, anarcho-syndicalistes, savons parfaitement que la véritable frontière ne passe pas entre les peuples, mais entre « *dirigeants* » et « *petit peuple* », entre oppresseurs et opprimés, entre maîtres et esclaves. Pour maintenir soumis leurs esclaves,



les maîtres posent sur eux la marque de la nation. Leur devise : « *Divise et règne !* ».

Avant tout, aucun des grands peuples de l'époque actuelle ne peut se vanter d'une « *pureté d'origine* ». Autrefois, dans un passé lointain, il existait effectivement des grandes unions de parenté de sang — les tribus et les clans. Mais déjà, les tribus et communautés villageoises se formaient selon un principe territorial, qui unissait les personnes qui vivaient dans un lieu, une région, mais qui étaient souvent différentes par leur origine. Et de cette mer de sociétés de cultures locales et régionales et de langues-dialectes, l'Etat a créé la nation. Créé avec le feu et le sang, avec l'unification forcée des cultures et des langues, sans même reculer devant l'extermination de la population d'immenses territoires. La création des nations est le résultat artificiel de la lutte pour le pouvoir politique et pour son extension. L'appartenance à une « *nation* » ou un peuple n'est pas déterminée par quelque raison naturelle profonde. Les frontières entre elles sont conventionnelles. Elles sont tracées par un petit groupe de politiciens qui représentent les intérêts de la machine étatique et des classes dirigeantes. Ce groupe décide notamment à quel peuple, à quelle nation, appartiendra une population de tel ou tel territoire, selon l'Etat qui l'a conquis et asservi. Ainsi les maîtres se partagent-ils domaines et esclaves. Souvent même, il arrive que les moitiés d'une seule et même maison se retrouvent des deux côtés d'une frontière...

Il n'y a aucune nation ou nationalité. Il n'existe aucun « *destin* » national commun, si ce n'est, bien sûr, celui d'être sous la même botte étatique. Ainsi a-t-on qualifié les langues nationales — quelques-uns seulement des nombreux dialectes et patois — uniquement parce que la caste dirigeante les parlaient. Et, de la même façon, il n'y a pas de cultures

nationales uniques : c'est une invention, appelée à masquer l'existence d'une multitude variée de cultures de territoires particuliers et de groupes de population, d'habitants de mégapoles, villes et villages, de groupes sociaux ou d'âge, etc.

Que ce soit pour la Russie ou l'Ukraine, l'Allemagne ou la France, ou n'importe quel autre pays, cela signifie qu'il n'existe ni Russes, ni Ukrainiens, ni Allemands, Français, Américains... Il y a des habitants de Moscou, du Nord, de la Volga, d'Odessa, de Crimée, Sibérie, de Berlin et de Paris... et tous, bien sûr, ne sont pas séparés les uns des autres par la muraille de Chine !

Tout Etat qui crée une nation accomplit un crime contre l'humanité. Tout mouvement national, c'est-à-dire un mouvement pour la création d'un

« Nous, anarcho-syndicalistes, reconnaissons et défendons l'unité de l'espèce humaine et la liberté de l'individu. »

Etat national et d'une nation, est réactionnaire. Il commence toujours par l'opposition de soi et des autres « *nations* », il est le premier signe avant-coureur d'une « *conscience* » nationale. Nous, ce n'est pas eux — et eux, ce n'est pas nous. Et tous ceux qui ne sont pas nous... dehors ! Tous, même ceux qui appartiennent à la même classe opprimée. L'Algérie aux Arabes, l'Afrique aux Noirs, La Russie aux Russes, l'Ukraine aux Ukrainiens, l'Allemagne aux Allemands. Les prolétaires et opprimés d'autres « *nations* » doivent déguerpir au nom d'une paix de classes entre les travailleurs et les oppresseurs de « *leur nation* ». La première chose que fait un mouvement national après son arrivée au pouvoir est la création d'une nation. Comment il opère, l'histoire des nouveaux Etats du tiers monde l'a

montré. Tout s'est déroulé sous nos yeux. D'abord, le mouvement, toujours dirigé par une quelconque élite locale « *nationale* » et qui sert ses intérêts, mène une épuration ethnique, puis il prend progressivement le contrôle de tout le territoire. Le nouveau pouvoir impose sa propre culture ou la culture de cette partie de la population sur laquelle il s'appuie. En fin de compte, les particularités locales, les langues et dialectes, les cultures locales sont anéanties. Tous sont réunis par une nation unique, avec une culture unique, une langue unique et des intérêts communs.

Nous, anarcho-syndicalistes, reconnaissons et défendons l'unité de l'espèce humaine et la liberté de l'individu. C'est pourquoi nous considérons toute idée nationale, patriotique comme réactionnaire, parce qu'elle propage la similitude des intérêts des oppresseurs et opprimés, des exploités et exploités sur la base de quelques signes abstraits et le plus souvent inventés. Cette logique ne mène qu'à la collaboration de classes.

Si nous sommes des êtres libres et non des esclaves, nous devons rejeter hors de nous l'estampille de la nation et nous débarrasser du joug de la patrie. La cécité des sentiments nationaux, le principe de responsabilité commune, la psychologie de la division du monde en « *siens* » et « *autres* » avec l'inévitable « *devoir de sang* », l'obligation d'aimer « *son* » Etat et d'obéir à ses régents — tout ceci sont des chaînes d'acier qui entravent la personnalité des Hommes. Elles la paralysent, la soumettent, étouffent en elle toute aspiration à la liberté, à l'autodétermination personnelle et à l'autonomie. Elles massacent dans l'œuf toute aptitude des travailleurs à la solidarité et à la lutte commune contre les oppresseurs de toutes « *nationalités* ».

Les opprimés et exploités de chaque région, chaque territoire, ont le droit absolu de décider d'eux-mêmes, et de façon indépendante, de leur destin et de leur vie. Nous voyons le monde futur non dans le droit des Etats et des « *nations* » à disposer d'eux-mêmes, mais dans une fédération autonome des régions, avec toute la multitude, le rapprochement mutuel et l'enrichissement réciproque des cultures locales dans une société libre de communisme libertaire. Mais pour ceci, une lutte acharnée et impitoyable contre toute oppression et toute inégalité est indispensable.

Nous ne nous laisserons pas duper par les clameurs sur la « *puissance* » et le patriotisme. Les prolétaires n'ont pas de patrie, leur patrie est la fraternité mondiale des travailleurs. Leurs ennemis ne sont pas les travailleurs d'autres « *nationalités* », mais « *leurs* » et les « *autres* » bureaucrates, capitalistes et politiciens.

Non au piège du nationalisme ! Vive la lutte solidaire des travailleurs de toutes les « *nationalités* » ! A bas l'Etat et le capital. ♦

V. GRAEVSKI

« **Mots et Musiques** »
et **Radio Libertaire**
présentent
DIMANCHE 12 MARS
17 h
LUNDI 13 MARS
20 h 30
Roland AGRET
et **Serge LIVROZET**
Théâtre du Tourtour
2, rue Quincampoix
75004 PARIS
Réservations : 43.84.70.04
Entrée : 60 F
(40 F pour les porteurs de la carte
de Radio Libertaire)

C'est l'orgasme final !

(suite de la « une »)

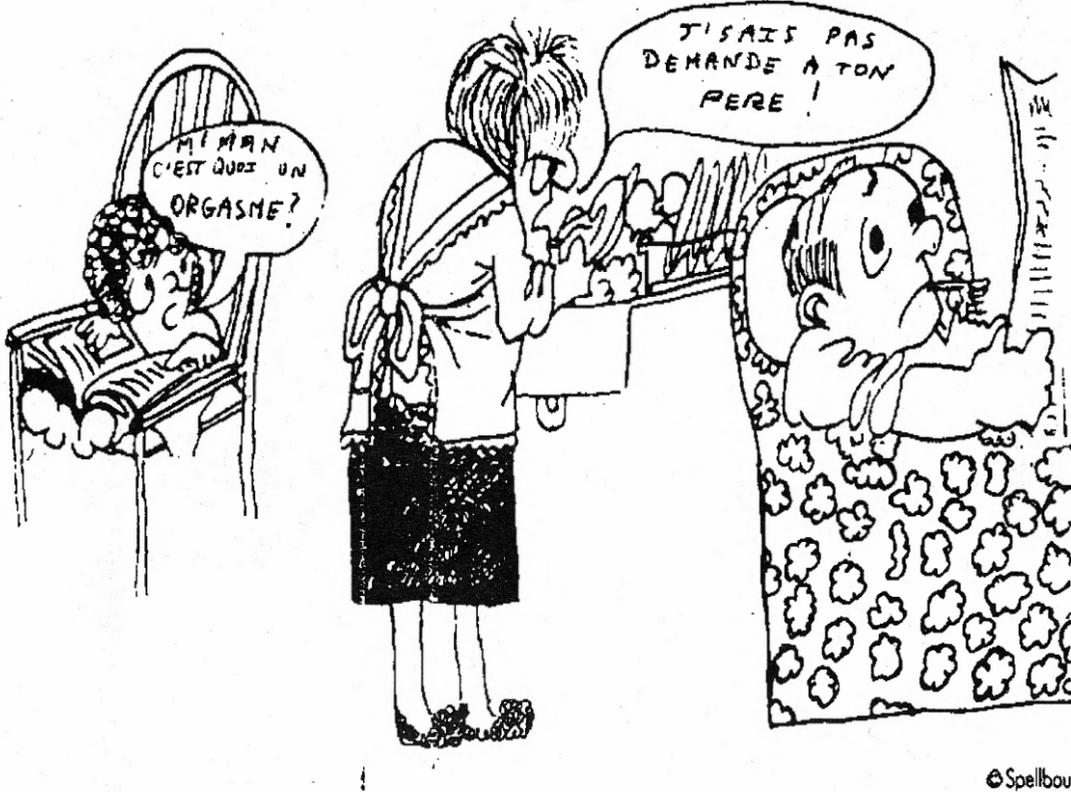
aller bosser parce que j'ai aussi la nouvelle crème dépilatoire ultra-performante. Si je complexe sur mes grosses cuisses, j'ai à ma disposition tous les produits amincissants imaginables.

Alors, pour tout ça, merci. Je me sens belle, j'assume, je vis une époque ultra-formidable...

...Quoi que, c'est dur d'être héritière.

Voilà un héritage lourd à porter, Vous nous avez ouvert les voies du féminisme... en même temps que se confortait l'ère du capitalisme. Alors, vite digéré, vite récupéré, le féminisme est devenu un vaste supermarché où plus que jamais les femmes se sont retrouvées à vendre. Certes, les lois du marché se sont, dans un certain sens, adoucies car il n'y a plus de risque de grossesse et la dépendance économique d'antan. Mais à quoi cela me sert-il d'avoir la contraception si c'est pour être plus offerte aux mecs ? Finalement, nous sommes passées de l'ère du non-plaisir, liée à la peur des grossesses répétées, à l'ère de l'obligation au plaisir, liée à l'absence de risque de grossesse. Aujourd'hui, si on « tombe » enceinte, on n'a plus aucune excuse. On est une cruche, totalement inadaptée au siècle du progrès. Si, en plus, on n'est pas capable de prendre son pied, alors là c'est notre problème, la société ne peut plus rien pour nous. Je vous vois lever les bras au ciel. « Mon dieu, ma fille, on t'a tout donné : la pilule, la capote, la première visite chez la gynéco à 14 ans et tu reviens enceinte à 15 ans à la maison ! ». Et bien oui, et c'est peut-être ça le problème : vous m'avez tout donné mais sans le mode d'emploi. Je sais que je peux avorter en cas de pépin. Mais je ne sais toujours pas ce que c'est qu'être une femme à 15 ans. Alors cette idée m'a une fois traversé la tête que peut-être c'est à travers l'expérience de la grossesse que j'apprendrais. Puis je n'ai pas trouvé de meilleur pied-de-nez à vous faire, à vous les mamans féministes qui avez tout gagné, tout conquis, que de me singulariser contre vous, contre ce pourquoi vous avez risqué votre vie.

Vous voyez, c'est un peu tout cela, et puis mon incapacité à dire non. Moi, je ne sais pas ce que je veux. D'ailleurs, je ne comprends pas « un enfant si je veux, quand je veux ». Ben j'en sais rien, moi ! Alors, quand mon mec, il a envie de délirer,



d'essayer « sans » pour voir, ben moi j'ai pas les clignotants rouges en forme d'aiguilles à tricoter et de branches de persil qui s'allument. Alors, aujourd'hui, je ne peux m'empêcher de penser que vous m'avez laissé une coquille vide. Je sais, ça vous semble injuste et ça l'est certainement. Mais vous vous êtes arrêtées trop tôt. D'accord, devant l'immensité des acquis à obtenir, ce fut la panacée d'avoir cette loi, d'ouvrir des plannings familiaux un peu partout, de pouvoir consulter une gynécologue, etc. mais à présent, elle est où l'éducation sexuelle ?

Gloire à nos mecs !

Bon je vais continuer à vous faire bondir. Nous, on a été élevées dans la mixité. Depuis notre plus tendre enfance, nos espaces de sociabilisations furent mixtes. Dès la maternelle, je savais ce que c'était de de s'asseoir à côté des petits garçons. A l'époque, on allait même faire pipi ensemble aux récré ! Je sais, c'est ce que vous avez voulu et tant mieux. Je ne suis pas sûre que j'aurais aimé découvrir ce qu'est un mec à l'âge de 18 ans pendant ma nuit de noces ! Mais au risque de vous déplaire, cet acquis là aussi a brouillé les cartes. Ainsi, peu à peu, je me suis habituée à leur laisser le centre des cours de récréation pour ne jouer à la corde à sauter que sur les bords, autour de leur terrain de foot. Parce que là encore, ce qui a été gagné, c'est un droit à la mixité sans réelle éducation à la mixité. En plus, vous étiez quand même leurs mamans à ces petits garçons. Alors, j'ai vu la différence, ils ne se seraient jamais permis les comportements de beaufs de vos pères, de nos pères.

Non, c'est de façon beaucoup plus subtile qu'ils ont occupé l'espace

mixte pour en faire très progressivement un espace non-mixte masculin. C'est aussi de façon très voilée que nous les avons laissés le prendre. Parce que jamais nous n'avons envisagé de rentrer dans un rapport de force contre eux. Justement parce que nous sommes de cette génération de femmes libérées, nous les avons tout de suite acceptés comme nos compagnons ; avec lesquels nous allions lutter pour faire progresser l'humanité... l'Homme ! Comme tout avait été gagné à la génération précédente, il aurait fallu être vicieuse pour venir les faire chier sur des trucs de meufs. Même là j'exagère, parce qu'il n'y a jamais eu de problème pour leur faire partager nos soucis. Si j'avorte, ils m'accompagnent bien volontiers au centre d'IVG... comme ils le feraient si je devais me faire opérer de l'appendicite ! C'est comme ça que nous avons peu à peu pris l'habitude de ne parler de nos problèmes de femmes qu'en présence de nos compagnons... C'est comme ça aussi que nous avons glissé peu à peu des luttes féministes aux luttes anti-sexistes. C'est comme ça que nous nous sommes retrouvées Docs aux pieds en croisade contre les fachos anti-IVG, aux côtés de nos mecs et qu'on a oublié qu'on avait des ovaires tandis qu'eux avaient des couilles.

Ouvrez les fenêtres, on étouffe !

Et puis vous, comment vous en blâmer, votre révolution des consciences vous l'avez faite bien avant que j'ai mes premières règles. Alors vous avez passé la vitesse supérieure avec « le privé est politique » qui permit l'ouverture de ces espaces de conscientisation. De ces lieux de paroles, vous vous êtes jetées dans la bataille

politique. Laissant le privé de côté, vous avez voulu vous faire reconnaître, accepter dans vos revendications pour l'égalité des droits. Toute votre énergie est passée dans ces batailles à l'institutionnalisation pour qu'enfin les paroles de femmes aient enfin le statut qu'elles méritaient. Sans doute cela avait-il un sens pour vous car vous en connaissiez l'origine. Vous aviez l'illusion que c'était là le seul moyen que ces acquis deviennent définitifs. Voilà, la boucle est bouclée. Nos droits sont là, vous avez gagné.

Mais votre victoire, sans doute pas définitive, ne laisse pas place au doute. Alors moi, quand je bloque pour dire quelque chose, parce que je pressens que mes mots (maux) sont spécifiquement féminins (féministes ?), je me retourne et je vois le vide. Je vois l'absence de ces espaces non-mixtes, alors je rentre dans ma coquille. J'en conclus que sans doute je suis parano, un peu fatiguée en ce moment et que demain, je rirai de mon hésitation à parler à mon compagnon. Je m'en voudrai d'avoir pensé quelques instants que je ne pouvais pas tout partager avec lui...

C'est l'orgasme final !

... Ben oui mais le lendemain, je me suis réveillée avec le même malaise. J'ai décidé de prendre le taureau par les cornes. D'abord, je suis partie quinze jours à la campagne (normal, puisque je pensais que j'étais fatiguée). Là bas, j'ai réfléchi, réfléchi à m'en faire péter les neurones. Je me suis repassée vingt ans de flashes, d'expériences mal digérées, de manques, de non-dits et c'est là que j'ai trouvé quelque chose qui

pourrait être mon engagement de jeune nana libérée des années 90. Oh ! vous allez être étonnées, sans doute déçues de voir d'où je démarre, de lire que je doute à peu près sur tout. Et vous, camarades anarchistes, allez y voir la perte de mon label anarchiste peut-être. Mais peu m'importe. Comme vous l'aurez sans doute compris, mon engagement féministe n'est pas parti de cette peur au ventre de tomber enceinte. Non ! il est né de l'accumulation de petits riens. Il est ailleurs. Il est justement dans tous ces manques qui se dessinent en creux des acquis.

C'est une poupée, qui dit non, non...

La première chose qui m'a questionnée, c'est précisément cette histoire d'avortement et de contraception. J'ai su très vite que tout ça existait et tant mieux. Mais personne ne m'a parlé de plaisir, de responsabilité partagée, de la maternité comme autre chose qu'un phénomène biologique, du désir d'enfant, ... On m'a bien expliqué en classe de 4^e que les filles avaient leurs règles tous les mois et qu'elles étaient fécondables quelques jours par cycle. On m'a même dit qu'il y avait plusieurs possibilités pour éviter cela, la plus sûre étant la pilule contraceptive. On m'a aussi parlé des MST et de la plus terrible d'entre toutes, le SIDA, contre lequel seule la capote pouvait se protéger. Et même un jour que j'étais longtemps à l'infirmerie, j'ai vu derrière la porte (il paraît que c'est obligatoire) une petite affiche scotchée où était indiquée l'adresse du Mouvement français pour le planning familial, au cas où j'aurais besoin d'avorter. Alors je suis sortie du cours confiante, avec une sacrée envie de faire l'amour.

J'ai donc commencé ma vie sexuelle. J'avais un peu peur quand même parce que tous ces schémas, ces courbes, ne m'avaient pas vraiment renseignée quant à la douleur des premiers rapports. Mais j'avais cru comprendre que cette souffrance était le prix à payer pour que s'ouvrent les portes du septième ciel ! J'ai bien été étonnée que mon copain ne me demande pas si je prenais la pilule ou que je doive sortir une capote de mon sac mais bon ... J'étais devenue une femme **toute seule**, comme une grande, sans aucun risque.

L'âge aidant, je suis allée de surprise en surprise. Je devrais les magazines féminins qui regorgeaient de ces témoignages de femmes PDG qui s'envoyaient en l'air entre deux avions et prenaient leur pied toujours. J'ai vite compris que je devais avoir du plaisir, toujours, plusieurs fois même (au diable l'avarice !). N'empêche que chez moi, ça ne marchait pas comme ça. Il y avait plein de fois où je n'avais pas de plaisir. Heureusement, un jour j'ai rencontré un copain vraiment chouette. Il m'a expliqué que tous ces

Rappel pour celles et ceux qui reçoivent le ML par abonnement, la veille de sa mise en kiosque
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES PARIS
MERCREDI 8 MARS
RASSEMBLEMENT A 18 h 30 AU M° SAINT-GERMAIN

C'est l'orgasme final !

magazines étaient vraiment des conneries de petites bourgeoises et que, dans le milieu, on avait bien compris le piège. Tout à coup, je me suis sentie mieux. Enfin un mec qui n'allait pas me mettre la pression. J'ai même trouvé rigolo que ma première éducation sexuelle passe par un mec. Alors, j'ai peu à peu pris de l'assurance... et des risques. Inconsciemment, j'ai commencé à dire non quand je n'avais pas envie. C'est là que tout a foiré. Comment osais-je alors qu'il n'y avait aucun risque de grossesse ? Alors que j'étais reconnue comme individu à part entière ? Alors que... alors que... Comment pouvais-je ne pas avoir envie ? Peut-être qu'après tout je restais très coincée par la morale judéo-chrétienne ambiante et donc, je ne méritais pas de fréquenter un milieu aussi éclairé ? J'ai fait là, avant même de parler de réflexion féministe, ma première **expérience féministe**. Depuis, j'ai prolongé ce combat avec d'autres. Depuis, ma lutte contre le « pouvoir maudit » (comme disait cette chère Louise Michel) passe par ma lutte à **POUVOIR** dire **NON** sans avoir à me justifier. Et, suprême réconfort, je me suis retrouvée avec d'autres copines anarchistes à briser les tabous pour oser parler de pouvoir, à réfléchir sur cette éducation au **non pour moi**, et non pas contre mes compagnons anarchistes.

Au-delà de l'anecdote, c'est cette éducation au pouvoir dire OUI ou NON qui donne sens aux acquis de l'IVG et de la contraception. Les femmes sont sorties après 1975 du « toujours non » lié aux risques pour entrer dans l'ère du « toujours oui ». Dans les deux cas, il s'agissait de « se faire faire un enfant ou d'avorter »

mais elles n'étaient jamais actrices de leurs désirs. Alors peut-être que notre lutte aujourd'hui serait d'apprendre à dire ce que l'on **veut vivre pour nous**, sans rentrer dans la culpabilité de se sentir ingrates envers nos compagnons.

Ça passe par beaucoup de paramètres. C'est par exemple apprendre aux petites filles qu'elles ont le droit de refuser qu'on les touche. Ce n'est pas seulement leur dire qu'elles ont ce droit, c'est aussi leur donner les moyens de l'affirmer. Ça peut être qu'elles apprennent très tôt à défendre leur espace dans les cours de récréation. Qu'elles apprennent très tôt à connaître leur corps, à savoir dire ce qui leur fait mal, ce qui leur donne du plaisir, ce qui les agace. Qu'elles apprennent **pour elles** à se balader sur la gamme du plaisir. C'est bien là la différence entre un droit et les moyens qui sont donnés pour l'affirmer. C'est dans ce creux que se situe peut-être notre premier engagement anarcho-féministe, en tant que femmes et en tant qu'anarchistes contre le pouvoir de l'oppression.

Être ou paraître, il faut choisir.

Voilà déjà une lutte balaise. Seulement, une fois qu'on a commencé à savoir dire OUI ou NON, émerge très vite la question de son identité. Dans une société patriarcale comme la nôtre, il y a évidemment bien d'autres choses qui nous définissent. Parce que nous sommes dans une société de consommation, notre identité de femme passe beaucoup par notre image. J'ai échappé à l'obligation de mettre des jupes plissées à l'école, mais pas à

Claudia Schiffer ou Cindy Crawford. Je n'ai pas échappé non plus à tous ces panneaux publicitaires qui vantent les mérites des produits XX (le XX allant de la lessive ultra au régime amincissant, qui « nous laisse l'essentiel » : comprenez les gros nichons qui nous font femmes !). Mais là encore, j'ai la chance d'évoluer dans un milieu plutôt cool... Chez moi, tout le monde est en docs et a les cheveux rasés de telle sorte qu'il ne peut pas y avoir d'oppression sexiste puisqu'on est tous androgynes ! Enfin, certaines plus que certains !

Bref, à l'aube de ma vie de femme, j'avais le choix entre « être consommatrice et être consommée » et surtout, « paraître et ne pas être ». Revêtir le costume de l'antifasciste anar, c'est juste me faire oublier comme femme pour qu'on ne voit en moi que la camarade militante. M'habiller en mini-jupe ou me maquiller, c'est prendre le risque qu'on ne voit en moi que la femme-objet-désir. Là encore, il y a peut-être un enjeu à reprendre les choses là où elles se sont arrêtées. Je reprendrai donc à mon compte les revendications des années 70 d'avoir le droit de porter des pantalons et les cheveux courts mais j'y mettrai du sens car il ne s'agit pas de s'habiller comme les mecs mais plutôt d'affirmer notre identité qui ne doit pas passer par notre look. C'est là un enjeu externe car concrètement, c'est vivre notre droit à se promener seule en mini-jupe sans que des hommes interprètent cela comme « je suis à prendre ». C'est aussi un enjeu interne d'expliquer dans le milieu libertaire que ce n'est pas parce que les camarades nous asexuent qu'ils échappent aux comportements

sexistes et vice-versa.

Différence/ressemblance/identité/égalité...

Bon je pensais avoir compris et vlan ! tout s'écroule à nouveau ! Visiblement, ce n'est pas par le look que je sais que je suis une femme. Ce n'est pas non plus par la maternité, ni l'IVG ni la contraception. Pourtant, je sais bien que je ne suis pas un mec... Mon dieu ! Serais-je une femme parce que j'ai des ovaires et un utérus ? Ben non, autrement les opérées de la totale n'en seraient pas non plus. Ça y est, j'ai trouvé, c'est parce que je ne suis pas un mec que je n'ai pas de couilles. Ça fait peur quand même, car, en quelque sorte, je serais un non-homme.

Voilà, c'est ma dernière expérience féministe : celle de mon incapacité à me construire, à me définir **uniquement** par rapport aux hommes. C'est le passage ou plutôt le prolongement de mon engagement anti-sexiste, à un engagement féministe et là enfin, les choses sont claires. Je sais maintenant que je peux, je veux partager certains combats anti-sexistes ou d'autres avec des compagnons sur la même longueur d'onde politique que moi. Mais je sais également qu'il y a des points de non-communication. Je les revendique comme ces espaces où je pourrai demain faire émerger mes paroles de femme. C'est à ce prix justement que je pourrai être au lieu de paraître et je le ferai **pour moi**, pas contre mes compagnons.

Je reprends à mon compte les espaces féminins, féministes des années 70. C'est dans ces lieux que je partage avec d'autres femmes toutes différentes de moi, l'expression d'une

oppression spécifique. En me soustrayant ainsi au regard patriarcal, je quitte les champs de la comparaison avec les hommes et j'accède ainsi au statut de **sujet**, seul capable de donner un sens à mes luttes. Mais je n'ai pas envie, comme mes grandes sœurs, d'être enfermée dans mon groupe femmes. Aussi, je réinjecte mes analyses, actes, expériences, dans une approche plus globale des choses. C'est là que je trouve enfin le moyen d'échapper à la schizophrénie. D'être anarchiste en assemblée générale et féministe en petit groupe non-mixte.

Voilà, tout ça est sans doute moins tangible que les luttes des années 70 pour des droits concrets pour les femmes. Mais à y regarder d'un peu plus près, on voit qu'il y a autant à faire et qu'aujourd'hui encore, c'est une question de survie. Gardons notre pessimisme pour des jours meilleurs car finalement tout est permis : les doutes, les questions, les remises en cause des dogmes. Nous avons aussi l'espoir d'échapper à l'institutionnalisation pour peu que le courant passe correctement entre nos organisations politiques anarchistes et nos luttes spécifiques. Enfin, que nos grandes sœurs se rassurent, nous ne ferons pas « du passé table rase » et s'il faut défendre nos acquis menacés, nous serons là car nous savons maintenant pourquoi ils valent la peine d'être préservés et à quel point nous ne pouvons compter sur personne d'autre que nous pour les défendre. ♦

MURIEL R.
(Commission Femmes
de la Fédération anarchiste,
gr. Milly-Witkop - Nantes)

Un visa, une vie

Manifestation nationale contre la politique française des visas
Nantes, samedi 25 mars 1995, à partir de 15 heures

En Algérie, des personnes sont menacées de mort...

La population algérienne est l'otage de la violence des groupes armés islamistes et de la répression de l'Etat policier. Depuis trois ans, environ, 30 000 morts, plus d'un millier par semaine en 1994, victimes de la barbarie. Des milliers d'écoles détruites. Chanter, penser, informer, enseigner, étudier, se consacrer à la science, être une femme... devient passible de mort.

...et la France leur refuse l'asile

Nous soutenons les Algériennes et les Algériens, menacés dans leurs libertés fondamentales et dans leur vie, qui cherchent protection en France.

Contrairement à leurs déclarations humanitaires, les autorités françaises font tout, concrètement, pour dissuader et empêcher ces citoyens algériens de venir en France.

Les démarches pour faire parvenir en bonne et due forme une demande au Bureau des Visas algériens constituent un parcours du combattant, à l'issue duquel, échouent neuf demandeurs d'asile sur dix. Aujourd'hui, environ 1 200 demandes sont enregistrées chaque jour, et 120 visas seulement accordés. En 1989, avant les violences, la France délivrait 800 000 visas à des Algériens ; en 1994, elle en a délivré 100 000.

Le gouvernement français est ainsi directement responsable de la mort d'Algériennes et d'Algériens assassinés faute d'avoir obtenu un visa.

Parmi celles et ceux qui demandent l'asile politique, moins de 1,5% obtient le statut de réfugié (18 requêtes sur 2303, en 1994).

Cela s'appelle de la non assistance à personne en danger.

C'est insupportable. Nous exigeons :

— la simplification des démarches et l'accélération de la délivrance de visas qui permettent des aller-retour à ceux qui le souhaitent ;

- la justification motivée des refus de visas ;
- le droit à l'asile et la reconnaissance du statut de réfugié pour les Algériennes et les Algériens en danger, qui le demandent ;
- l'arrêt des tracasseries administratives pour les Franco-Algériens ;
- l'arrêt de toute expulsion vers l'Algérie ;
- les mêmes mesures d'accueil et de protection pour toutes les victimes de persécutions, d'où qu'elles viennent.

Toutes les personnes craignant des persécutions dans le monde ont droit à l'asile. La Convention de Genève l'impose et la constitution française prévoit que toute personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Nantes fut, il y a deux siècles, une plaque tournante du commerce des esclaves. C'est aujourd'hui la capitale française du contrôle des étrangers et des Français nés à l'étranger. On y trouve la sous-direction des naturalisations (ministère des Affaires sociales), le service central de l'état-civil des Français nés à l'étranger, le service de circulation des étrangers (ministère des Affaires étrangères), et en particulier le Bureau des Visas algériens.

Organisations nantaises : ALESI, ASJ, ALFA, CIMADE, CSDA, GASPROM-ASTI, FSU, JCR, LCR, LO, MRAP, Mouvement des étudiants, Mouvement des citoyens, Pouvoir ouvrier, PS, SOS-Racisme, Les Verts.

Organisations nationales ou d'autres régions : FASTI, GISTI, Coup de Soleil, CERAAC, Sos-Racisme, MRAP, Citoyens solidaires (1).

(1) Citoyens solidaires, 77, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 43.56.82.35. Fax : 43.56. 86. 24.

PROCÈS D'UN COMMANDO ANTI-IVG A NANTES

Plus que jamais, luttons contre l'ordre moral !

LE PROCÈS d'un commando anti-IVG avait lieu à Nantes le 23 février. Deux femmes et neuf hommes comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Nantes pour avoir occupé le centre d'interruption volontaire de grossesse de l'hôpital Saint-Jacques et s'y être enchaînés, empêchant son fonctionnement durant toute la journée.

Parmi les membres de ce commando, plusieurs ont déjà participé à des actions similaires à Grenoble, Lyon, Le Puy-en-Velay. De tous les âges et issus de partout en France, parmi eux, on trouve l'impotent Mgr Loucheur, ancien des missionnaires d'Afrique et plusieurs anciens militaires. Bref, une belle brochette de pignoufs qui refusent de répondre aux questions des avocats de la partie civile et se contentent de débiter leurs litanies : « Nous ne pouvons aller contre notre conscience pour obéir à la loi des hommes. Nous lui préférons la loi de Dieu », « Je suis chrétien et catholique. Je n'ai rien à déclarer ». A noter qu'ils rejettent en bloc d'idée d'une action concertée. Mais ne soyons pas dupes, il s'agit bien là d'une organisation fondée, qui ne relève pas du miracle, et qui agit avec intelligence et précision.

Une cinquantaine de militants anti-avortement se sont donc réunis devant les grilles du palais de justice

pour manifester leur soutien aux membres du commando. A ce regroupement, s'est opposée la manifestation appelée et organisée par diverses associations, groupes politiques et syndicats (1). Quelques échauffourées ont eu lieu en début de manifestation. Deux personnes anti-avortement ont été légèrement blessées lors des altercations qui ont éclaté pour empêcher les trous du ... culte de déployer leurs banderoles et de diffuser leurs slogans. Par la suite, le rapport de forces a été nettement en faveur des pro-avortement. Les militants anti-avortement se sont contentés d'attendre leurs compères. Tard, le soir, les plaidoiries des avocats de la défense n'étaient pas terminées.

Il est clair que les manifestations auxquelles se livrent les bigots-fachos doivent être contrées le plus vigoureusement possible, de sorte à ce qu'ils n'occupent plus les « unes » des médias, fondement même de leur stratégie. ♦

GROUPE MILLY-WITKOP de NANTES
(c/o 15, rue Sanlecque, 44000 Nantes)

(1) Outre la Fédération anarchiste, on trouve l'Organisation communiste libertaire, No Pasaran, le Collectif anti-sexiste, le Comité de Vigilance, la CGT, Pouvoir Ouvrier...

RENNES : MANIF FA/SCALP CONTRE LE FN

A Rennes, le 25 février 1995, une fois de plus le Front national est venu tenir un meeting dans la ville pour déverser son éternel discours sur la haine des immigrés, la xénophobie... Une fois de plus, la Fédération anarchiste et le SCALP ont appelé à une manifestation pour dénoncer et s'opposer au fascisme.

Environ 500 personnes ont répondu à notre appel (300 selon la police). Une manifestation a pu se dérouler sans violence jusqu'aux abords du meeting du Front national, malgré la démonstration de force de la police, qui a littéralement créé un *no man's land* autour de la salle du Front national.

En dépit de l'absence remarquée des traditionnelles organisations de gauche, les manifestants ont tenu à affirmer leur solidarité avec la famille et les amis du jeune comorien assassiné à Marseille. Ce meurtre raciste, scandaleusement justifié comme un acte de légitime défense par le sinistre Bruno Mégret, aurait dû mobiliser une population beaucoup plus nombreuse. Combien de morts faudra-t-il encore pour abattre définitivement le spectre du fascisme ?

GROUPE FA de RENNES
(c/o MJC Rennes-Centre, 9, rue La Paillette, 35000 Rennes)

« VAGUE REBELLE » D'ASSAS : LES BRUNS EN PINCENT POUR LES ROUGES

L'extrême droite est-elle révolutionnaire ? C'est ce que semble vouloir nous faire croire l'Union de Défense des Etudiants d'Assas, le GUD en somme. En effet, se côtoient sur son panneau d'affichage une photo de Che Guevara, accompagnée du slogan « Europe, jeunesse, révolution », et des citations du Grand Trimonier, Mao Tsé-Toung, lui-même.

Après l'imposture du FNJ et de sa soi-disant « vague rebelle », l'extrême droite semble se complaire dans la confusion des genres. Aussi faut-il s'entendre, ces rebelles d'opérette ne sont que l'avant-garde musclée d'une bourgeoisie capitaliste, totalitaire et volontiers raciste avec qui nous ne voulons aucun compromis. Fiers de distribuer gratuitement *Présent*, dans lequel on lit en réponse à l'assassinat d'Ibrahim, que les militants du FN défendent les « jeunes Françaises sans méfiance [qui] tomberont entre les mains de bandes ethniques », les crânes rasés d'Assas ne provoquent que dégoût. La jeunesse emmerde le Front national, et bientôt, j'espère, elle le prouvera, dans la rue et pas dans les urnes.

BAAL (SCALP-RÉFLEX - Paris)

MONTPELLIER : LE GROUPE RÉFLEX CONDAMNE LE FN

L'année dernière à Montpellier, des militants du Front national de la jeunesse (FNJ) ouvraient le feu sur des membres d'un syndicat étudiant (UNEF) devant l'université Paul-Valéry.

Le 21 février 1995 au soir, à Marseille, un groupe de jeunes comoriens devenait la cible des colleurs d'affiches du Front national. L'un d'eux, âgé de 17 ans, était tué d'une balle dans le dos par un retraité de 63 ans, militant au Front national, qui qualifia son acte de « légitime défense »...

M. Mégret (n° 2 du FN), lui aussi, dans ses déclarations à la presse, évoqua cette même justification de l'auto-défense afin de légitimer ce qui n'est autre qu'un meurtre raciste. Effectivement, seule la haine peut guider de tels actes, d'autant plus que les victimes de ce « tire aux pigeons » n'étaient pas même armés.

A travers ses thèses xénophobes et son idéologie sécuritaire, le Front national représente une réelle menace au respect des droits et des libertés les plus élémentaires des citoyens. En effet, que penser d'un « parti politique » qui, dans son programme électoral, préconise le renvoi de trois millions d'immigrés en sept ans ?

Face à de telles dérives politiques, il revient à chacun de nous de se mobiliser ! Par conséquent, nous demandons à la Mairie de Montpellier de ne pas cautionner le Front national et de refuser purement et simplement d'offrir une salle à M. Le Pen pour le meeting du 9 mars à Fréjorgues !

Outre cette demande que nous faisons au maire de Montpellier, nous allons informer la population montpelliéraine par voie d'affiches et de tracts et organiserons une mobilisation conséquente si nécessaire... Pour plus d'infos : **Réflex, BP 5555, 34070 Montpellier cedex 3. Fax : 67.59.53.80. Tél. : 67.59.14.75.**

« RAPPORT 95 DU CRIDA »

Le rapport du Centre de recherche, d'information et de documentation antiraciste arrive fort à propos pour informer les antiracistes et aussi (cela fait la force du livre, car bien informé et précis) tous ceux et toutes celles qui ne croient pas ou qui s'imaginent que le danger fasciste est seulement dans la tête et constituent les fantasmes d'une poignée d'illuminé(e)s d'extrême gauche et/ou libertaires.

Après une préface rappelant les derniers événements électoraux en Europe (22% des suffrages, en Autriche, pour le parti fasciste FPÖ ; 28% des suffrages à Anvers, en Belgique, pour les nationalistes flamands du Vlaams Blok), on en arrive aux scores des partis fascistes en Europe, dont l'URSS, l'ex-Yougoslavie, la République tchèque, puis, au comble de l'horreur, aux actes racistes commis par les membres de ces partis ou assimilés.

Cette partie du livre montre aussi les querelles incessantes entre ces organisations ou partis en vue d'une éventuelle prise de pouvoir, mais aussi au sein, dès à présent, de leur mouvement de pensée.

La deuxième partie parle plus en profondeur de toutes ces organisations, leurs passerelles, leurs divergences (minimes), leurs convergences (maximales).

A lire avec attention le passage sur la Nouvelle Droite, son influence sur le FN et sa collaboration plus qu'éphémère et épistolaire avec des intellectuels dit de sensibilité de gauche... A méditer sur les compromissions et leurs dérives.

Pour finir, il y a une liste de tous ces partis et organisations, ainsi que des cartes montrant leurs principales zones d'influences et leurs scores électoraux.

Bref, le *Rapport 95 du CRIDA* est un livre à lire et à faire circuler de toute urgence, car il montre clairement ce que sont nos ennemis et qu'il est encore temps de réagir.

F. G.

N.B. : le *Rapport 95 du CRIDA* est vendu au prix de 49 F à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico). Ajoutez 10% de frais de port.

LYON : MANIF ANTIFASCISTE

Le mercredi 1^{er} mars, 3 000 manifestants ont défilé dans les rues de Lyon, à l'appel du mouvement libertaire (FA, CNT, OCL, CLCS), pour protester contre le meurtre d'un jeune Français originaire des Comores, Ibrahim Ali, commis le 21 février à Marseille par un militant du FN.

Dans notre prochain numéro, nous reviendrons sur cette mobilisation d'envergure, qui en appelle d'autres si Le Pen vient à Lyon.

Associations

MONTREUIL : « ALGÉRIE URGENCE »

Une grande soirée de solidarité avec les femmes d'Algérie, animée par Idir et nombre d'autres artistes, se déroulera le vendredi 10 mars, à partir de 19 h 30, à la salle des fêtes de la mairie de Montreuil, place Jean-Jaurès (M° Mairie-de-Montreuil).

PANTIN : GRANDE FÊTE DE SOLIDARITÉ AVEC LA SECTION CNT DE LA COMATEC

La CNT-AIT, avec le soutien du collectif AC ! (de Pantin, Les Lilas, Bagnolet, Romainville et Le Pré-Saint-Gervais), organise une grande fête de solidarité avec la section CNT de la COMATEC (entreprise chargée du nettoyage du Métro), le samedi 11 mars, **Le Gavroche, 12, rue Scandicci (face à l'usine Hermès), métro Hoche, à Pantin.**

Au programme : 12 h, couscous (30 F) ; 15 h, concert avec Chanteurs sans frontière (groupe de musique marocaine) ; 17 h, groupe folklorique tunisien ; puis soirée dansante avec un groupe de jazz et de la musique maghrébine. Billet pour le concert et le bal (à acheter sur place) au prix de 50 F.

PARIS : RÉUNION-DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES SUR LA LIBRE PENSÉE

L'Union régionale parisienne de l'Union des anarchistes (UA) organise, le lundi 13 mars, à 19 h 30, une réunion-débat sur le thème suivant : « Face à la montée des intégrismes, quelle libre pensée ? Avec et contre qui ? », en présence de M. Azoulay, administrateur national de la Libre Pensée. Cette réunion se déroulera en la **salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.**

LILLE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CNT

Une AG inter-professionnelle de la CNT se déroulera le samedi 18 mars, à 14 h 30, au **Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), à Lille. Tél. : 20.47.62.65.**

BORDEAUX : LA LIBRAIRIE « L'EN DEHORS » EN APPELLE AUX LIBERTAIRES

La librairie *L'En Dehors* (6, rue Saint-François, 33000 Bordeaux. Tél. : 56.92.17.78) ne peut plus fonctionner comme elle le fait actuellement, car la structure connaît une situation économique précaire. Outre les problèmes d'ordre financier, la librairie voit sa fréquentation quasiment nulle, son utilisation comme lieu d'informations et ses activités de plus en plus restreintes. Le principal problème est donc un manque d'adhérents. La librairie a déjà eu l'occasion d'informer de sa situation, mais trop peu de personnes se sont manifestées, d'autant que, dans le même temps, la librairie perdait des membres.

Confrontée à la nécessité de se lancer dans un nouvel emprunt qui éviterait la liquidation, l'association a choisi de provoquer cette liquidation s'il n'y a pas l'apport indispensable de sang neuf pour faire vivre le projet d'une librairie libertaire à Bordeaux.

Des adhésions sont nécessaires au redémarrage du lieu, selon l'avis de ceux qui s'acharnent à maintenir debout cette librairie libertaire. En est-il de même pour les militants et sympathisants du mouvement libertaire ?

C'est pour prendre une décision lourde de conséquences pour l'avenir de l'En Dehors que vous êtes invités à une réunion définitive le jeudi 9 mars, à 20 h 30, à l'**Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.**

SOMMAIRE

Page 1 : Pendant les élections... les luttes continuent (suite p. 2), C'est l'orgasme final ! (suite p. 6).
Page 2 : Parutions, Rectificatif, Pendant les élections... les luttes continuent (suite de la « une »).
Page 3 : Six millions de raisons pour se révolter, Rendez-vous FA, Balladur, Chirac et... la lutte des classes, Souscription ML.
Page 4 : La « guerre de la banane », Les anarchistes dans l'école,

Quatre squatters grecs sous les verrous.
Page 5 : Russie : Le piège du nationalisme.
Page 6 : C'est l'orgasme final ! (suite de la « une »).
Page 7 : C'est l'orgasme final !, Un visa... une vie.
Page 8 : Plus que jamais... luttons contre l'ordre moral ! (procès d'un commando anti-IVG), Associations, Brèves antifascistes.